**Notre École dans la crise**

L’un des enseignements de l’actuelle crise des réfugiés : ces derniers ne veulent pas particulièrement venir en France. Quand des dizaines de milliers d’entre eux arrivaient début septembre 2015 à la gare de Munich, notre gouvernement, qui était disposé à en accueillir quelques-uns, a dû dépêcher en Allemagne des fonctionnaires de l’OFPRA pour les convaincre de venir chez nous, sans grand succès semble-t-il. Cela en dit long sur le prestige actuel de notre pays. Il est cependant encore plus douloureux de constater que ce sont nos élites mêmes qui ont perdu toute confiance en l’avenir de notre nation. Comment comprendre autrement l’état de notre École ? Entrons un peu dans le cœur du sujet.

En 2012-2013, le gouvernement annonçait une « refondation » de l’école. On voulait par exemple attirer les nouvelles générations vers les métiers de l’enseignement. D’où la création d’un dispositif à la fois chiche, compliqué et naïf : réservés au seuls boursiers, les « Emplois d’avenir professeur » [EAP] ont été un échec. Il furent purement et simplement supprimés à la fin du mois de juillet 2015, par simple message aux candidats qui avaient été retenus. Quelques mois plus tard, les EAP renaissent, sous une autre forme : il s’agit désormais d’ « étudiants apprentis professeurs ». S’il est mal annoncé, le dispositif est cette fois-ci un peu mieux cadré, ouvert aux étudiants non-boursiers, et limité à quatre disciplines où les besoins sont les plus criants : le français, l’anglais, l’allemand et les mathématiques. Nouvelles candidatures, pas très nombreuses mais parfois de qualité. Et voici que le ministère s’aperçoit que la chose n’est pas faisable, car ni les universités, ni les rectorats ne sont habilités à recruter des « apprentis ». Exit les EAP 2ème version, à nouveau par notification directe aux intéressés. On voit qu’il y a loin des rodomontades sur la Refondation de l’Ecole à la réalité plus prosaïque du terrain.

Pendant ce temps, la détérioration des conditions financières, matérielles et psychiques du métier continue : un métier, qui devrait être l’un des plus valorisants, mais qui est devenu pour une jeunesse pourtant confrontée au chômage de masse un véritable repoussoir. Dans certaines disciplines, le nombre des postes proposés aux concours est supérieur à celui des candidats sérieux, situation totalement inédite. Le métier qui attirait traditionnellement les meilleur(e)s étudiant(e)s a perdu toute attractivité. Bien entendu, certains domaines restent encore relativement à l’abri : Paris et les centres des grandes villes, les établissements de prestige, parfois privés, où se concentrent les élèves des classes favorisées, qui en général n’ont guère de crainte pour leur avenir, et les professeurs sélectionnés qui sont heureux de former cette élite autoreproductrice.

On est obligé de constater la même tendance en ce qui concerne l’enseignement des langues vivantes. Ce qui est ici à nouveau difficile à comprendre et même à supporter, c’est le déni de réalité de nos gouvernants et de leurs services. Ce déni, relayé par la voie hiérarchique et par une presse majoritairement indifférente, voile une réalité des plus inquiétantes pour l’avenir de notre pays et pour sa place en Europe et dans le monde. Selon une étude récente de l’Union Européenne (juin 2012[[1]](#footnote-1)), la France est le plus mauvais élève de l’Europe en anglais. En 2e langue vivante, la France occupait alors une place plus élevée, devançant cinq pays, la Suède étant avec la Grande Bretagne la dernière. Cela va se détériorer, n’en doutons pas. En effet, pour renforcer les LV2, les gouvernements français avaient mis en place deux dispositifs : les sections européennes imaginées en 1992 par Jack Lang, ministre de l’Education nationale, et les classes bilangues, créées en 2005 par François Fillon. Les premières signifiaient l’enseignement d’une langue vivante renforcée de 2h/semaine en 4e et en 3e pour les élèves volontaires, les secondes 3h de cours par semaine dans l’autre langue que l’anglais (le plus souvent l’allemand), c’est-à-dire 12h de la 6e à la 3e. Les deux dispositifs sont désormais supprimés (sections européennes) ou sérieusement réduits (80% dans notre Académie).Les nouvelles « langues vivantes 2 » seront enseignées à partir de la 5e 2h30 par semaine. Il faudra enlever de ces heures les nouveaux bricolages appelés EPI (enseignements pratiques interdisciplinaires) ou AP (accompagnement personnalisé). Cette réforme représente un grave recul par rapport à un dispositif accessible depuis 2005 aux enfants de tous les milieux dans tout le territoire. Nos élites parisiennes ne s’y sont pas trompées puisqu’à Paris 100% des classes bilangues sont maintenues. Dans notre Académie (et dans beaucoup d’autres) c’est le massacre, particulièrement dans les secteurs périurbains populaires (par exemple le Pays voironnais où l’on passe de cinq classes bilangues anglais-allemand à… ZERO). Est-ce ainsi que l’on met en place la « lutte contre les inégalités sociales » qu’évoque publiquement Mme Schmidt-Laîné, recteur-chancelier des universités de l’académie de Grenoble dans le *Dauphiné libéré* du 29 janvier 2016 ?

La crise des vocations d’enseignants, qui ne fait que traduire une crise structurelle du métier (sous-payé, difficile, mal considéré), la prévisible baisse de niveau en langues vivantes, sans doute encore plus grave que le lent mais inexorable décrochage général que constatent les études PISA[[2]](#footnote-2) d’un côté, et de l’autre le visible isolement de notre pays et de ses dirigeants au sein même des institutions internationales, son incapacité à renouer avec la fonction dynamique qu’il eut aux temps des De Gaulle, des Giscard d’Estaing et du couple Mitterrand-Delors, tous ces phénomènes ne peuvent que nous inquiéter. Et pourtant, une belle jeunesse, des comités de jumelage actifs et généreux, des mairies à la politique culturelle active (en particulier dans le Pays voironnais…), des enseignants dévoués jusqu’au sacrifice (et que leur ministre tourne en dérision en commandant des clips sur le harcèlement moral à l’École qui confinent à l’ignominie), une société ouverte et intelligente (mais que l’on prive soigneusement d’informations), il y a tant de raisons d’espérer : on souhaiterait que les responsables politiques mesurent les enjeux et puissent se ressaisir en conséquence – ou, plus exactement, que la société française choisisse des femmes et des hommes politiques dignes d’elle !

François Genton.

Professeur des universités

Université Grenoble Alpes

francois.genton@univ-grenoble-alpes.fr

1. http://ec.europa.eu/languages/library/studies/executive-summary-eslc\_fr.pdf [↑](#footnote-ref-1)
2. Ces études de l’OCDE comparent tous les trois ans depuis 2000 le niveau général (en langue maternelle et en mathématiques) des jeunes de 15 ans. La France est passée en-dessous de la moyenne générale en 2012. [↑](#footnote-ref-2)